

Suite de la page 7

temps scotché devant l'ordinateur, en attendant des jours meilleurs. Yacine, que nous avons rencontré dans un cybercafé, nous révèle que «beaucoup de jeunes passent des nuits blanches en se connectant sur des sites de rencontres. Si certains cherchent à lier une relation avec une étrangère pour foutre le camp, d'autres visitent des sites pornographiques». La libido des jeunes étant naturellement active, le risque qu'ils encourrent, c'est d'avoir une conception de la sexualité totalement dévoyée et cela peut engendrer des dégâts sur leurs relations futures. D'ailleurs, ce n'est pas fortuit si des jeunes filles comme Saïda, 28 ans, assistante de direction, a du mal à se lier avec un homme, car pour elle, «les hommes sont des obsédés sexuels, dénués de sentiments et de romantisme». Notre interlocutrice affirme que «les hommes de nos jours ont des pratiques sexuelles perverses et avilissantes pour les femmes». Allusion faite à la sodomie «pour que les jeunes filles ne perdent pas leur virginité ou ne tombent pas enceintes», ajoute-t-elle. Le manque d'emploi, la crise de logements qui sont les causes majeures du mariage tardif et du célibat prolongé ont donné lieu à des frustrations et refoulements sexuels énormes à mettre également dans la

panoplie de raisons qui incitent les jeunes à l'émigration clandestine.

L'homosexualité est aussi un phénomène qui prend de l'ampleur sans oublier les viols qui sont, selon les statistiques, en nette augmentation. La jeunesse face à ces inhibitions multiples constitue une véritable bombe à retardement.

Les jeunes et la politique

On parle de plus en plus de «culture de l'émeute», l'immolation par le feu. Une violence dirigée vers l'Etat et une autre vers soi. Les sociologues expliquent ces phénomènes par l'absence de canaux d'expression pour les jeunes et la défiance de ces derniers envers les institutions et leurs représentants. Le seul recours, estiment-ils, est l'émeute pour se faire entendre et le suicide pour en finir avec sa souffrance mais qui se fait de manière spectaculaire et devant des témoins. En somme, ce dont ont besoin les jeunes est en premier lieu une écoute qu'ils n'ont pas et une concrétisation de leurs doléances. Les partis politiques sont également voués aux gémonies. Les jeunes, qui manifestent leur opposition par l'abstention électorale, n'y voient que «des bonimenteurs et des opportunistes».

Pour Fawzi, 24 ans, étudiant en sciences de la communication «les politiciens veulent nos voix en périodes électorales et se taillent quand on a besoin

d'eux. Les maires, une fois élus, se planquent dans leurs bureaux et ne reçoivent pas les gens quand ils viennent les solliciter. Il n'y a qu'à voir dans quel état sont la plupart de nos communes pour comprendre notre drame. Ils détournent de l'argent et manipulent les listes de logements et les marchés à coups de chipa. Les députés sont des pantins qui n'ont rien à cirer du peuple. Tout ce qui les intéresse, c'est le gros salaire et le prestige qui va avec».

Hamid, 32 ans, ingénieur en informatique «le grand problème en Algérie, nous dit-il, est que le terme jeune est flou non pas par rapport à l'âge mais par rapport à la vie qu'on a vécue. A quarante ans, vous trouvez des gens encore célibataires qui peinent à trouver un emploi ou à se marier faute de moyens, or, à cet âge, on est censé avoir vécu une bonne partie de sa vie mais c'est le vide total. Ce n'est pas fortuit si parmi les dispositifs d'emploi de jeunes figure celui de la Cnac qui porte l'âge limite à 50 ans, c'est exactement la durée du règne de ceux qui sont au pouvoir. C'est une manière de nous dire indirectement qu'ils reconnaissent nous avoir confisqué notre jeunesse en essayant de réparer leurs torts sans pour autant nous donner les clés de la maison».

Et d'ajouter : «Il faut distinguer entre les jeunes, il y a ceux qui ont fait des études, qui veulent accéder à des postes de res-

ponsabilité, mais qui n'y arrivent pas, car on les empêche de reprendre le flambeau, et ceux qui n'ont pas fait d'études mais qui aspirent à trouver un emploi pour subvenir à leurs besoins. Les deux catégories dans leur majorité espèrent posséder un logement, avoir un poste stable à la hauteur de leurs ambitions et leurs compétences, se marier et fonder un foyer, s'amuser et vivre en paix. Ils veulent l'égalité des chances, la justice, l'équité pour accéder au bien-être. Or, ceux qui gouvernent le pays sont au pouvoir depuis un demi-siècle, et pour justifier leur long règne, ils nous sortent l'argument de la légitimité révolutionnaire qu'ils accompagnent d'une taxe en plus de la dette qu'on leur doit pour avoir arraché l'indépendance du pays. Ils jouissent de privilèges, ils ont assuré un bel avenir pour leurs enfants et leurs petits-enfants qu'ils pistonnent grâce à leur influence. Alors qu'ils doivent prendre leur retraite et céder la place, ils ne veulent pas lâcher prise.

Le plus dramatique, c'est que tous ces jeunes voient leurs parents, qui font partie pour la plupart de la génération post-indépendance, incapables de les aider car ils ont eux-mêmes été exclus. Cela ne leur permet pas d'avoir beaucoup d'espoir. Il y a comme un sentiment de défaitisme et de résignation que leurs propres parents leur ont transmis inconsciemment».

F. H.

MEHDI LARBI, SOCIOLOGUE :

«El harga et le suicide devant les structures de l'Etat sont des actes politiques»

D' Mehdi Larbi, enseignant à la faculté des sciences sociales à l'Université d'Oran, nous fait part dans cet entretien de son analyse de la situation des jeunes en Algérie. Il estime qu'«aujourd'hui on ne sait plus qui exclut l'autre ? Est-ce que la société et en particulier sa jeunesse qui tente d'exclure l'Etat parce qu'elle ne se reconnaît plus en lui et préfère s'auto-immoler pour le disqualifier par le suicide collectif ? Ou bien, c'est lui-même qui tente d'exclure la société en la torpillant par des décisions qui n'arrêtent pas de la fragiliser et de l'éloigner de lui ?» Il indique également que «les ingrédients qui alimentent l'islamisme et développent l'intégrisme demeurent actifs en Algérie»

Entretien réalisé par Fatma Haouari

Le Soir d'Algérie : Pourquoi à votre avis les jeunes en Algérie sont-ils victimes d'exclusion ?

Mehdi Larbi : L'exclusion ne peut être comprise qu'avec son contraire qui est «l'intégration». On ne peut calculer, expliquer et qualifier le nombre d'exclus que par rapport au nombre d'intégrés. Cependant, l'exclusion est un sentiment que toute personne peut développer quand elle se sent isolée ou marginalisée d'un groupe social auquel elle souhaite appartenir. Le rapport qu'une personne souhaite établir avec l'Etat diffère de celui qu'on peut rencontrer dans notre propre vie privée. Ce rapport inscrit la personne dans le registre de l'officiel. En dehors de la vie privée des personnes, c'est-à-dire le choix individuel et la liberté de fréquenter les personnes avec lesquelles on désire construire une relation amicale ou amoureuse, il existe une autre relation qui doit se construire institutionnellement, entre un individu et son Etat. L'exclusion sociale est donc une production sociale. Elle est un processus qui se construit progressivement chez toute personne qui se sent éloignée de la vie et de son cadre officiel, reconnu et prescrit par les institutions de l'Etat. Se sentir exclu veut dire n'avoir aucun rôle à jouer pour s'affirmer et se reconnaître dans la société. Ce sentiment affaiblit l'engagement et fragilise en même temps le projet de la citoyenneté. Il produit le repli sur soi, car l'exclusion est une situation sociale dans laquelle on est démuné et dépouillé de tout ce qui peut nous définir comme acteur social. Avoir un travail et un logement par exemple représentent des facteurs essentiels qui per-

mettent à la personne d'exister comme membre de la société. L'homme se construit socialement par le travail et le logement. En plus de la préservation de la dignité humaine, ces éléments développent la citoyenneté et favorisent l'engagement pour construire la vie collective, selon les normes et les valeurs inscrites comme notoires par les institutions publiques. Ces dernières qui incarnent l'image de l'Etat doivent veiller à ce que ces normes façonnent les catégories sociales de la société, afin qu'elles puissent se reconnaître en elles. Dans le cas algérien, l'expérience de l'exclusion sociale est différente de celle que l'Europe a produite. Dans les pays capitalistes, l'exclusion est le produit d'un marché économique qui régule l'emploi selon la loi de l'offre et de la demande. En Algérie, l'Etat s'est présenté, depuis l'indépendance, comme le seul acteur capable de résoudre les problèmes que peuvent rencontrer les Algériens. Il se présente donc comme celui qui garantit le travail et le logement. L'Etat s'est considéré comme le tout faisant. Pour ceux qui ont incarné l'Etat par une idéologie stérile et autoritaire, la société ne peut vivre qu'à partir des choix politiques et économiques qu'ils ont établis. C'est l'Etat qui choisit le mode de vie et la manière avec laquelle les Algériens doivent vivre ensemble. Dans cette logique, l'Etat ne veut pas que la société s'autonomise. L'objectif de cette politique est de maintenir toutes les catégories sociales dépendantes des choix politiques, économiques et culturels de l'Etat.

Toutefois, la problématique de l'exclusion en Algérie est difficile et complexe à décortiquer aujourd'hui. On ne sait plus qui exclut l'autre ? Est-ce que la société et en particulier sa jeunesse qui tente d'exclure l'Etat parce



Mehdi Larbi.

Photo : DR

qu'elle ne se reconnaît plus en lui, et préfère s'auto-immoler pour le disqualifier par le suicide collectif ? Ou bien, c'est lui-même qui tente d'exclure la société en la torpillant par des décisions qui n'arrêtent pas de la fragiliser et de l'éloigner de lui ?

Les jeunes Algériens sont-ils différents les uns des autres ?

Les trajectoires et les expériences des jeunes de différentes catégories sociales sont différentes et il est possible que certaines catégories qu'on peut rencontrer sur le terrain ne développent aucun sentiment d'exclusion. Le sentiment que peuvent développer les catégories qui appartiennent aux familles riches n'est pas forcément le même que les autres qui appartiennent aux familles pauvres. Celui d'une catégorie issue de parents universitaires n'est pas identique à celui issue de parents sans instruction scolaire. Les situations socioéconomiques et culturelles différentes produisent et façonnent formellement une progéniture différente. La personnalité se construit et se socialise à partir de ces éléments. Les jeunes ne viennent pas du hasard, ils sont le produit de leur propre famille, de leur propre école et de leur propre société. En aucun cas, on ne peut les assimiler dans une conception unitaire. Cette différence sociale et culturelle produit des attitudes et des représentations différentes envers tout ce qui se

présente à eux. Ce qui est probable en Algérie, c'est qu'une grande partie de jeunes d'âge et de sexe différents se sent victime d'exclusion sociale parce qu'elle n'a aucune situation matérielle. Bien que le matériel puisse cacher d'autres besoins qui ne peuvent pas apparaître clairement dans le discours du jeune, il n'en demeure pas moins que le travail reste la revendication principale. Il faut signaler qu'à l'époque du parti unique, l'Etat a scindé la jeunesse en deux catégories. Celle qui participe au développement des trois révolutions (industrielle, agraire et culturelle) par le savoir-faire et la formation qu'elle a acquis dans les établissements étatiques. Cette catégorie est représentée par le discours politique officiel, comme étant une jeunesse intégrée. Par opposition, il y a celle appelée dangereuse, que le pouvoir a déclassée, car elle n'a pas su profiter de la scolarisation ou de la formation pour qu'elle puisse intégrer le marché du travail. Ce type de jeunesse est traité de désœuvré et de «hitiste».

Pourquoi, à votre avis, les jeunes ne s'intéressent pas à la politique ?

Si on délimite le champ de la politique au simple acte d'intégrer un parti politique pour avoir une carte d'adhésion, je vous réponds par un grand oui. Effectivement, un nombre important de jeunes, toutes catégories confondues, d'âge et de sexe différents, ne veut s'inscrire dans aucun des partis politiques officiels existants. Mais il ne faut pas négliger l'autre jeunesse qui a accepté de jouer à un jeu qui n'est pas, en réalité, le sien. Aujourd'hui, cette dernière est qualifiée comme étant une frange opportuniste qui n'active que pour régler ses propres projets et affaires. Elle n'est pas majoritaire. En revanche, si on essaie de prendre la politique comme attitude, comportement et revendication, là, je vous dis que la jeunesse algérienne faisait et fait en permanence de la politique. Une grande partie suit les événements mondiaux et nationaux. La jeunesse qui ne s'inscrit pas dans les partis politiques ne peut pas être classée en dehors de la politique. Les jeunes développent une attitude de «refus politique».